

L'irruption de l'intelligence artificielle (IA) dans la sphère productive n'est pas une simple innovation technique de plus.

Comme l'analyse depuis longtemps des nombreux chercheurs marxistes dans "La révolution informationnelle", nous vivons une rupture technologique majeure, une nouvelle étape dans le développement des forces productives . Après les révolutions industrielles qui ont libéré l'homme des charges matérielles liées à l'énergie (moteurs thermiques puis électriques), c'est désormais une aide puissante au niveau des tâches cognitives qui se met en place .

Cette révolution informationnelle bouleverse en profondeur la nature du travail, l'organisation des entreprises et, potentiellement, le contrat social dans son ensemble. Beaucoup de citoyens a travers le monde s inquiète de leur avenir et de leur emploi face a cette revolution.

La question qui se pose est donc celle de l'avenir et les communistes doivent y répondre : allons-nous vers un avenir qui chante (émancipation humaine) ou vers un chaos (cyberdomination capitaliste et impérialiste) ?

C'est directement la question du communisme qui est posée car cette révolution nous en donne d' autant plus les moyens .

Face à ce tsunami, nous ne pouvons nous contenter d'un discours fataliste (« l'emploi va disparaître, il faut s'y adapter ») ni d'un enthousiasme naïf (« l'IA va nous libérer de toutes les tâches pénibles »).

La question est éminemment politique : l'intelligence artificielle sera-t-elle un outil d'émancipation ou un instrument d'aliénation et de précarité accru avec un chômage de masse et une vision suprémaciste ou une inégalité des êtres humains assumée ?

Notre réponse, en tant que communistes, doit être claire : l'IA n'est pas une fatalité. Elle est le fruit de l'intelligence collective, de la recherche publique et du travail humain.

À ce titre, ses fruits expropriés par les capitalistes doivent revenir à la collectivité.

1. Refuser le « laisser-faire » capitaliste

Le capitalisme, dans sa logique de rentabilité à court terme, voit dans l'IA un moyen de réduire la « charge » que représente le travail salarié.

Son objectif est clair :

- Automatisation pour supprimer des postes : Dans les services, la banque, l'administration, la logistique, l'IA est utilisée pour remplacer l'humain, sans se soucier des destructions massives d'emplois.
- Intensification et contrôle : L'IA permet une surveillance en temps réel (les « algorithmes management » dans les entrepôts ou les plateformes), cadencant le travail, niant toute autonomie et augmentant la pression psychologique.

· Déqualification et précarisation : L'IA générative est utilisée pour produire des contenus (textes, images, code) à moindre coût, dévalorisant le travail des créateurs, des traducteurs, des graphistes, et créant une armée de réserve de « prompters » précaires.

. Accentuation de la domination impérialiste : L' IA est utilisée au service de seigneurs libertariens, pouvoir impériale et dominateur créant chaos et destruction.

Notre premier combat est donc de dénoncer cette appropriation privée d'un bien commun technologique. L'IA ne doit pas être une variable d'ajustement du profit.

2. Nos propositions face à cette contradiction : pour un autre usage de l'IA

Nous devons porter l'exigence d'une maîtrise sociale et démocratique du développement et du déploiement de l'IA. Cela passe par des mesures concrètes et ambitieuses :

· La réduction massive du temps de travail : Si l'IA permet d'augmenter considérablement la productivité, la première conquête sociale doit être de travailler moins pour travailler tous et toutes, et mieux. C'est le moment d'imposer la semaine de 32 heures (voire moins aller vers les 25h), sans perte de salaire. L'augmentation de la productivité doit servir à libérer du temps, pas à licencier.

· La sécurité d'emploi et de formation (SEF) : Notre mot d'ordre historique prend ici tout son sens. Face aux mutations, nous avons la possibilité de former une nation de polytechniciens dans chaque champ de la vie. Chaque salarié doit avoir un droit à la formation tout au long de la vie, choisi et non subi. Il s'agit de passer d'une logique d'adaptation au poste (souvent pour des tâches dégradées) à une logique de développement des qualifications et des compétences en fonction de chacun, y compris pour permettre aux travailleurs de se réorienter vers les métiers utiles à la transition écologique et sociale.

Un droit d'intervention et de veto des salariés ou de la puissance publique :

Aucun outil d'IA ne doit être implanté dans une entreprise ou une administration sans l'accord des représentants du personnel. Les comités sociaux et économiques (CSE) doivent disposer de droits renforcés, avec accès au code source et aux données d'entraînement, pour évaluer l'impact de ces outils sur les conditions de travail, l'emploi et les libertés individuelles. Il faut créer des « comités d'éthique technologique » paritaires dans chaque grande entreprise et administration.

L'IA au service d'une agriculture paysanne et agroécologique :

Nous devons sortir l'IA de l'emprise de l'agro-industrie ou d un agriculteur a la solde de grands propriétaires terriens. Dans les Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA) , l'IA peut être un levier formidable pour l'agroécologie. Imaginons des outils open-source mutualisés : drones et capteurs pour une gestion de précision des intrants (eau, engrais, pesticides) permettant de réduire drastiquement leur usage ; robotique légère pour le désherbage mécanique, libérant l'agriculteur des tâches les plus pénibles et du temps de vie ; algorithmes d'aide à la décision pour optimiser les rotations de cultures et

l'agroforesterie. L'enjeu est de développer une IA low-tech, sobre, réparable et appropriable collectivement par les agriculteurs, pour soutenir la transition agroécologique et l'installation de paysans.

- Créer un pôle public et coopératif de l'IA : Contre la mainmise des GAFAM, nous proposons de favoriser une émulation vertueuse entre différents acteurs au service de l'intérêt général :

- Entreprises publiques (type SPIC) : Un service public national de l'IA, adossé à la recherche (CNRS, INRIA), développerait des modèles fondamentaux « souverains », transparents et frugaux, mis gratuitement à disposition des services publics (santé, éducation) et des collectivités.

- Coopératives d'intérêt collectif (SCIC) : Des coopératives associant salariés, usagers et collectivités pourraient développer des solutions sur mesure pour des territoires ou des filières (comme les CUMA, les TPE/PME, l'économie sociale et solidaire), garantissant un ancrage local et une gouvernance démocratique.

- Favoriser la mutualisation : L'État doit flécher ses aides et ses marchés publics vers ces acteurs, créant ainsi un choc de demande publique pour une IA éthique et citoyenne, en compétition coopérative avec les géants privés.

3. L'IA au service d'une réindustrialisation publique et démocratique

La désindustrialisation de notre pays n'est pas une fatalité. L'IA peut être un levier puissant pour reconquérir notre souveraineté industrielle, à condition de la placer sous contrôle social.

Dans l'industrie, l'IA ne doit pas être un outil de suppression d'emplois, mais un instrument d'amélioration des conditions de travail et de relocalisation.

Nous proposons :

- Des usines du futur : L'IA doit permettre d'assister les ouvriers et les salariés dans les tâches complexes, de réduire les risques professionnels, d'optimiser la maintenance prédictive pour prolonger la durée de vie des équipements. Loin de l'usine ou fabrique sans hommes, nous voulons des usines avec des hommes et des femmes mieux formés, mieux outillés, mieux protégés, mieux rémunérés, mieux libérés pouvant allier vie personnelle et professionnelle.

- Un pôle public industriel de l'IA : Créons des filières industrielles stratégiques (automobile, aéronautique, chimie verte, énergie) dotées de moyens numériques publics, développant leurs propres outils d'IA pour rester compétitives sans sacrifier l'emploi.

- Des clauses de réindustrialisation : Toute entreprise bénéficiant d'aides publiques pour l'automatisation devra s'engager sur des objectifs de maintien de l'emploi en France, de formation des salariés et de partage des gains de productivité, et de démocratisation avec a

minima une participation a plus de 60% de la puissance publique et des salariés pour les entreprises stratégiques.

- Une IA sobre au service de l'industrie verte : Orientons la recherche vers des procédés industriels moins gourmands en énergie et en matières premières, grâce à l'optimisation par l'IA des cycles de production et du recyclage.

4. Transformer l'administration publique pour mieux servir les citoyens

L'administration publique émancipée. Trop souvent, les agents sont submergés par des tâches répétitives qui les éloignent de leur mission de service public. L'IA peut les en libérer, à condition qu'elle soit conçue avec eux et pour eux.

Dans les administrations publiques, nous proposons :

- Des agents publics libérés, pas remplacés : L'IA doit prendre en charge les tâches fastidieuses de saisie, de classement, de recherche documentaire. Une étude de Mila - Institut québécois d'intelligence artificielle montre que des ateliers spécifiques pour les fonctionnaires permettent d'identifier les domaines où l'IA peut être appliquée efficacement, comme la rédaction de rapports, l'analyse de données ou les communications .

- Un choc de simplification pour les usagers : Grâce à l'IA, les délais de traitement des dossiers (prestations sociales, titres d'identité, autorisations administratives) peuvent être considérablement réduits. L'objectif est un service public plus réactif, plus proche des citoyens.

- Des assistants intelligents pour les agents : Développons des outils d'aide à la décision pour les agents des finances publiques, de Pôle emploi, des CAF, afin qu'ils puissent répondre plus rapidement et plus justement aux usagers, en ayant accès à une synthèse instantanée de leur situation.

- Une IA formée sur des données publiques, pas privées : Exigeons que les outils d'IA utilisés par l'administration soient développés à partir de données publiques, dans le respect du secret statistique et des libertés individuelles, et hébergés sur des serveurs publics en France.

- La formation de tous les agents : Un plan massif de formation à l'IA pour l'ensemble des fonctionnaires, pour qu'ils comprennent ces outils, sachent les utiliser et gardent la main sur les décisions importantes.

5. L'IA au service de l'amélioration des tâches quotidiennes

La révolution informationnelle ou cyber révolution impacte l'ensemble des activités humaines . Dans notre vie quotidienne, l'IA peut être une alliée précieuse si elle est développée dans un cadre éthique et solidaire.

Dans les tâches quotidiennes, nous voulons une IA qui :

- Simplifie la vie des familles :

Des applications d'IA gratuite en open source sont regroupées pour faciliter les démarches administratives courantes, pour aider parents et enfants, pour organiser la vie familiale, pour faciliter l'accès aux droits.

- Améliorer le quotidien des personnes âgées ou handicapées : Des assistants cognitifs pour pallier les pertes de mémoire, des outils de reconnaissance vocale pour ceux qui ne peuvent plus utiliser un clavier, des robots d'assistance pour les tâches domestiques les plus lourdes. L'objectif est l'autonomie et la dignité, pas l'enfermement technologique.

- Soutient l'éducation et l'éducation populaire : Avec les enseignants, travailler à des plateformes d'apprentissage personnalisées, accessibles à tous, pour se former tout au long de la vie, découvrir de nouvelles connaissances, développer son esprit critique.

- Faciliter l'accès à la culture : Des recommandations culturelles qui ne soient pas dictées par des algorithmes commerciaux mais par la découverte et la diversité, des outils de traduction instantanée pour accéder aux œuvres du monde entier et libérer la création des dictâtes de l' argent.

- Libérer du temps pour l'engagement : En réduisant le temps consacré aux tâches contraintes, l'IA doit permettre à chacun de s'investir davantage dans la vie associative, syndicale, citoyenne, culturelle et en libérant la liberté créative des citoyens.

6. Mettre l'IA au service de la fin de la pénibilité

L'objectif final de l'automatisation ne doit pas être le profit, mais la libération du travail contraint et pénible. Cela implique deux priorités :

- Dans le travail professionnel :

Orienter massivement l'innovation vers la suppression des tâches dangereuses, répétitives ou physiquement éprouvantes (BTP, logistique, nettoyage industriel, travail à la chaîne). L'IA doit assister le travailleur, le soulager, jamais le remplacer pour l'exclure.

- Dans la sphère domestique :

Reconnaître que le travail domestique et de soin, majoritairement effectué par les femmes, est une part essentielle et invisibilisée de l'économie. L'IA et la robotique peuvent contribuer à le réduire (aide aux personnes dépendantes, tâches ménagères), à condition que ces technologies soient développées dans le respect de l'environnement (sobriété énergétique, réparabilité) et qu'elles libèrent du temps pour toutes et tous, sans créer de nouvelles dépendances ou s'inscrire dans une logique de surconsommation.

7. Financer l'alternative : une bataille de classe sur les richesses

Ces propositions ambitieuses ne resteront pas des vœux pieux si nous ne répondons pas à la question du financement. L'argent existe, il est colossal, mais il est accaparé par une infime minorité. Notre bataille est de le réorienter.

Où trouver l'argent ?

1. Créons une contribution sociale sur l'automatisation. Toute entreprise qui remplace du travail humain par un système automatisé (logiciel, robot, IA) génère un gain de productivité. Une partie de ce gain doit être prélevée pour abonder un fonds universel de financement de la protection sociale et de la formation. Cette taxe serait assise sur la valeur ajoutée des équipements numériques et l'exploitation des données.

2. Taxer les superprofits des GAFAM et du numérique : Imposons une taxation efficace et coordonnée au niveau français, européen et mondial des géants du numérique, dont les profits explosent grâce à l'IA. Ce sont les premiers bénéficiaires de cette révolution, ils doivent en être les premiers contributeurs. S'il refuse ou essaye de contourner la législation, ils seront exclus d'exercer sur notre territoire.

3. Réorienter le crédit et l'épargne :

Exigeons la création d'un pôle public financier (Banque Postale, Caisse des Dépôts, Banque Publique d'Investissement) qui conditionnera ses prêts et investissements à des critères sociaux et environnementaux stricts. L'épargne des Français (assurance-vie, livrets) doit être massivement fléchée vers le financement du pôle public/coopératif de l'IA et des équipements pour les CUMA, la réindustrialisation plutôt que d'alimenter la spéculation financière ou l'accaparement de l'argent public au profit d'actionnaire capitaliste.

4. Mettre à contribution les hauts revenus et le patrimoine : Rétablir un impôt de solidarité sur la fortune (ISF) renforcé et une taxation plus progressive des très hauts revenus est une nécessité absolue pour financer la Sécurité sociale, l'éducation et la recherche publique, socles de notre projet.

8. Un projet de société : le progrès technologique au service de l'humain et de la planète

Au-delà de la défense de l'emploi, c'est un projet de civilisation que nous devons opposer à celui du Medef et des géants du numérique.

L'IA peut être une formidable opportunité si elle est mise au service de l'intérêt général :

- Dans la santé : pour aider au diagnostic, accélérer la recherche médicale, et libérer du temps pour la relation de soin.
- Dans l'éducation : pour assister les enseignants dans les tâches répétitives et proposer un soutien personnalisé tutorat du 21ème siècle gratuit aux élèves.
- Dans la transition écologique : pour optimiser les réseaux énergétiques, l'agroécologie de précision via les CUMA, ou la gestion des ressources ou encore la réindustrialisation.
- Dans l'industrie : pour reconquérir notre souveraineté et créer des emplois qualifiés non délocalisables.
- Dans l'administration : pour offrir un service public plus efficace et plus humain.
- Dans la vie quotidienne : pour réduire la pénibilité domestique et professionnelle, libérant du temps pour l'engagement citoyen, la culture, la vie familiale et sociale.

L'enjeu est de taille : soit l'IA devient un nouveau moteur des inégalités et du chômage de masse, soit elle devient le levier d'une nouvelle étape du progrès social, dans le respect des limites planétaires.

Le développement de l'IA ne se fera pas sans nous. Il ne se fera pas contre les travailleurs et les travailleuses. Nous devons investir ce terrain, porter des exigences claires et ambitieuses, et proposer une alternative crédible au modèle ultralibéral et impérialiste. Ne laissons pas la bourgeoisie et ses idéologues, ou encore ses algorithmes commerciaux, nous dicter l'avenir du travail.

La révolution informationnelle est en marche. Cette force productive transforme la façon de penser, la création, les connaissances et la communication . À nous de faire en sorte qu'elle transforme aussi les rapports sociaux dans un sens émancipateur.

Notre combat pour l'emploi, pour la dignité humaine, pour l'égalité femmes-hommes et pour la planète dans l'ère de l'IA est indissociable de notre combat pour le progrès social, la démocratie et le communisme.